

Conseil des ministres « de la dernière chance »

L'avion gouvernemental décollera-t-il lundi matin ? Avec le Premier ministre à son bord, direction Marrakech. Les partenaires de la suédoise ont, en principe, « tout » le week-end pour trouver un compromis autour de ce pacte migratoire rejeté par la N-VA et défendu par le MR, le CD&V et le VLD.

Le Premier ministre, Charles Michel, entendait se rendre à Marrakech pour y dire que son Parlement valide le pacte. Mais jeudi soir, la N-VA exigeait que le gouvernement tranche avant cela. Question : la Belgique va-t-elle ou non approuver le pacte migratoire ? Le parti nationaliste flamand, qui s'est réuni dans la nuit de jeudi à vendredi, a maintenu sa position et a mis le point à l'ordre du jour d'un conseil des ministres où les partenaires doivent décider.

Vendredi, le chef du gouvernement a multiplié les contacts bilatéraux avec ses vice-Premiers. Les positionnements seraient les suivants : la N-VA considère qu'il n'y a jamais eu d'accord au gouvernement

concernant l'approbation du pacte et demande au Premier ministre de proposer maintenant un compromis. Auprès des autres partis de la majorité (ça chauffe au nord : CD&V et VLD n'épargnent pas la N-VA), on raisonne tout autrement : on estime qu'une série de documents et actes, dont la déclaration du Premier ministre aux Nations unies fin décembre, démontrent à suffisance qu'il y a eu, bel et bien, un accord. Il appartiendrait donc à la N-VA de proposer un compromis pour sortir de la crise. Vendredi, les positions étaient figées, ce qui faisait dire à certains que la chute du gouvernement était imminente.

Une chose est sûre : les négociations se sont poursuivies vendredi de manière intensive et il semblait bien que le fameux conseil des ministres décisif devait avoir lieu avant la fin du week-end. Didier Reyniers a annulé un déplacement en Algérie où il était attendu samedi.

Une inconnue : quid s'il n'y a pas d'accord en conseil des ministres ? Jusqu'ici, tant le

MR que la N-VA ont refusé d'apparaître comme le partenaire qui fait tomber le gouvernement, cela malgré l'absence d'accord, estimant que celui qui fait chuter la coalition le payera sans doute électoralement. Donc, faute d'accord en conseil des ministres, qui prendra cette responsabilité, celle de tirer la leçon de cette séquence infernale, de tirer la prise autrement dit ? Si personne ne s'avance à découvert, le Premier aurait l'intention malgré tout d'aller à Marrakech, à titre personnel dans ce cas, et les négociations reprendraient après cela, en vue de l'étape suivante, l'assemblée générale de l'ONU, où il faudra voter en faveur du Pacte, ou s'abstenir, ou le rejeter.

Mais ce scénario est prématuré, l'intensité des négociations autour du Seize semblait indiquer vendredi que les partenaires cherchaient à trouver un accord formellement en conseil des ministres, sur la base duquel le Falcon de Charles Michel pourrait prendre l'air lundi matin. ■

D.Ci, B.Dy, Ma.D.

portrait Peter De Roover, machine à clash de la N-VA

À la place des gants de boxe, il a sorti la cravate dorée. Durant de longues minutes jeudi, à la Chambre, Peter De Roover a combattu, l'air détendu, en mode « seul contre tous ». Il devait défendre la position anti-pacte migratoire de son parti, la N-VA. Il y a deux semaines, depuis la même tribune, c'est lui qui donnait les coups en direction du Premier ministre. Son désormais célèbre « *Le siège de notre démocratie se trouve à Bruxelles et pas encore à Marrakech* » a failli mettre le gouvernement au tapis.

La séquence qui n'est pas encore terminée aura permis à Peter De Roover, 56 ans, de se faire connaître du public francophone. En Flandre, il est déjà une personnalité médiatique qu'on s'arrache sur les plateaux télé depuis longtemps. Pas pour son côté « people », mais grâce à ses interventions enflammées en faveur de la fin de la Belgique dans des dizaines, plutôt des centaines de débats.

Aujourd'hui figure de proue de la N-VA, Peter De Roover a dû patienter un temps dans l'ombre. Même pour un « BV » (« Flamand connu ») élu en 2014, exister au sein du plus grand parti du royaume n'allait pas de soi. S'il a l'oreille attentive de Bart De Wever, De Roover n'a pas de lien per-

sonnel aussi fort avec le leader des nationalistes qu'un Theo Francken ou que Sander Loones, le nouveau ministre de la Défense. Sa nomination comme chef de groupe à la Chambre en 2016 lui a toutefois permis de se retrouver à nouveau sous les projecteurs.

Au sein de la N-VA, De Roover représente la branche des indé-

pendantistes. Une étiquette qu'il partage avec Jan Jambon, un de ses meilleurs amis, rencontré au sein des jeunesses anversoises de la Volksunie. Un parti qu'ils décident de quitter à la fin des années 80, jugeant qu'il n'allait pas assez loin dans les demandes de réformes de l'Etat. Ensemble, ils mettront la question de l'indépendance à l'agenda du mouvement populaire flamand (VVB) que De Roover a dirigé de 1989 à 1998. Une obsession qu'il a mise de côté depuis qu'il est député, loyauté à la ligne du parti oblige.

Peter De Roover est tombé dans la marmite nationaliste tout petit. Son père, Jos, fut pendant 18 ans conseiller communal de la Volksunie à Berchem, commune joutant Anvers. « Peter est devenu nationaliste parce qu'il vient d'une famille léopoldiste, c'est-à-dire catholique, flamande et belge, en résumé plutôt CVP (l'ancêtre du CD&V, NDLR), explique Karl

Drabbe, un de ses plus anciens amis et contributeur au site nationaliste Doorbraak que De Roover a lancé en 2012. Son père avait rejoint le mouvement flamand fâché par la démission forcée de Léopold III malgré l'opposition d'une majorité de la population au nord du pays. »

Dans la Belgique du début des années 2000 dominée par les gouvernements bleu-rouge de Verhofstadt, Peter De Roover s'emploie à porter son message indépendantiste partout où l'on veut bien de lui. Il est l'un des visages du « Zevende Dag », l'émission politique du dimanche midi et fournit des chroniques à pratiquement tous les titres de presse. Il incarne le noyau dur des nationalistes fla-

mands qui n'était à l'époque qu'un groupuscule à la marge. En coulisse, Jan Jambon organise le mouvement. De Roover endosse le rôle du combattant. « C'est effectivement un très bon orateur, confirme un observateur privilégié de la vie politique flamande. Il arrivait à exprimer de manière très compréhensible cette idée du nationalisme flamand qui n'était pas du tout populaire au début de ce siècle. »

La configuration est souvent similaire à celle qu'il vit à la Chambre ces dernières semaines :

un pour tous, tous contre De Roover. « Il a l'habitude de se faire taper dessus, poursuit notre observateur. C'est une machine. Il aime le débat et s'y est entraîné pendant des années quand ses idées étaient à la marge. »

En Flandre, il est déjà une personnalité médiatique qu'on s'arrache sur les plateaux télé depuis longtemps

Ce besoin de convaincre, son ancien collègue Pieter Bouwens, actuel rédacteur en chef de Doorbraak, a aussi pu le constater lors de réunions parfois houleuses. « Il a son avis et fera tout pour l'imposer. A un moment donné, certaines personnes refusaient carrément de débattre avec lui car il apparaissait comme trop difficile à combattre. »

Une aisance à donner et recevoir les coups qui lui vaut d'être qualifié « d'animal froid jusqu'au-boutiste » par l'une de ses meilleures ennemies au Parlement, la cheffe de groupe du CDH, Catherine Fonck. « Il a un double visage. Il apparaît comme très calme alors qu'il est d'une brutalité terrible quand il s'agit de parler de la réalité quotidienne des gens, comme de l'âge de la pension ou en matière de soin de santé. Son degré d'empa-

thie est nul. Il peut faire preuve d'un détachement incroyable. Je ne sais pas comment il fait. »

Hors du ring, il afficherait toute-fois un autre visage. Celui du professeur d'économie passionné qu'il a été pendant 30 ans et ce malgré des classes d'adolescents pas toujours faciles à gérer dans le technique et professionnel. « *Il peut être très gentil et chaleureux quand il parle de ses élèves, raconte Pieter Bauwens. Il encourageait toujours les jeunes qui se bougeaient pour les aider à s'en sortir. »* « *C'est vrai qu'il peut apparaître comme autoritaire, enchaîne Karl Drabbe. Mais c'est parce qu'il sait très bien où il va. Il a toujours plusieurs coups d'avance sur les gens. C'est aussi quelqu'un qui a beaucoup d'humour. Il sait manier le sarcasme comme peu de gens le font.* » ■

MAXIME BIERMÉ

HUMEUR

MARTINE DUBUISSON

CRISE : ET LE ROI DANS TOUT ÇA ?

Que ce soit lors de la tentative chaotique de formation d'une coalition orange-bleue en 2007, des éphémères et tout aussi chaotiques gouvernements Leterme de 2008 et 2009-2010, ou pendant la fameuse crise des 541 jours en 2010-2011, les politiques en panne de coalition ou d'inspiration ont instrumentalisé le Roi (Albert II à l'époque) tant et plus. On lui a demandé de recevoir tout le gratin politique pour donner le temps aux responsables de sortir d'une impasse ; on lui a demandé de refuser des démissions ; on lui a demandé de lancer dans l'arène tous les informateurs et médiateurs en « -eur » possibles ; on lui a demandé de donner des injonctions précises aux édiles pour sortir du marasme ; et il a parfois dû constater simplement l'échec d'un gouvernement ou d'une formation de gouvernement.

Aujourd'hui, l'équipe Michel n'est plus que virtuelle. Certains de ses membres veulent l'exact contraire de ce que souhaitent d'autres. Le Parlement demande à l'exécutif quelque chose (approuver le pacte migratoire de l'ONU) qu'il ne peut accomplir faute de consensus interne. Les ministres ne s'occupent plus que de leur propre crise. Et... rien. Le Premier ministre pourrait se rendre au palais pour proposer la démission de certains de ses ministres. Ou la sienne. Ou celle de son équipe. Puisque la suédoise est en panne. Quitte à ce que le Roi refuse ces départs. Mais... rien (du moins jusque vendredi, restons prudents, le week-end s'annonçant chaud). Bien sûr, la majorité tente jusqu'au bout de trouver une porte de sortie, une solution au blocage sur le pacte. Mais elle n'est pas du tout dans l'état d'esprit d'utiliser, voire d'instrumentaliser le Roi comme ses prédécesseurs l'ont systématiquement fait. Pas de va-et-vient devant le palais royal. Rien. Cette fois, c'est le Parle-

ment que le gouvernement a utilisé/ instrumentalisé (au choix). Autres temps, autres mœurs – surtout avec un partenaire nationaliste flamand. Le seul recours au Roi que d'aucuns ont imaginé jusqu'ici (notamment des juristes qui ont l'oreille des politiques), si la crise persiste et que les ministres N-VA ne se soumettent ni ne se démettent, c'est de demander à Philippe de... révoquer des ministres nationalistes, séparatistes et républicains ! Soit les adversaires traditionnels de la monarchie. Vous imaginez les réactions au nord du pays ? Le costume de Calimero XXL qu'enfileraient les adeptes de Bart De Wever ? S'il vous fallait une ultime preuve que le pays institutionnel marche sur la tête...

COULISSES

Si l'opposition avait lâché Charles Michel...

Les majorités alternatives, ou de rechange, sont rares en politique. Celle qui a vu le jour jeudi à la Chambre, associant trois partis de la majorité (MR, CD&V, VLD) et quasiment toute l'opposition démocratique (PS, SP.A, Ecolo-Groen, CDH, Défi, PTB) est exceptionnelle, en plus d'être extra-large. L'on sait ce qu'il en est : cette majorité alternative a voté en faveur d'une résolution qui enjoint le gouvernement fédéral à « adopter » le pacte des migrations.

Au fait, Charles Michel a échappé au pire. Dans l'opposition, certains se sont interrogés au passage : pourquoi ne pas le « lâcher » purement et simplement ?

Explication : après que le chef du gouvernement eut expliqué, jeudi après-midi à la tribune de la Chambre, qu'il irait à Marrakech « à titre personnel », rouges et verts, fâchés, ont hésité un (court) instant : dans ces conditions, pourquoi ne pas s'abstenir sur la résolution ? Ce qui aurait été fatal au Premier, qui, en plus de ne pas avoir d'accord au sein du gouvernement, n'aurait pas eu non plus le soutien d'une majorité de rechange au Parlement... Game over !

Rien de cela à la fin. « *C'eût été un jeu totalement politicien, en contradiction avec notre engagement de fond pour le pacte, illisible pour l'opinion publique, et cela nous aurait rangés du côté des destructeurs, des anti-pacte, avec la N-VA et le Belang... Impensable.* » L'idée est mort-née.

DAVID COPPI